

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Appel d'offres ouvert n °: AOO 25S14

Objet du marché :

**Gestion et fourniture de titres de transports aériens pour les transferts
sanitaires de la CGSS Réunion**

Etabli en application du Code de la Commande Publique et de l'arrêté du 19 Juillet 2018 portant
règlement sur les marchés des organismes de sécurité sociale.

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Réunion
4 Boulevard Doret, 97741 Saint- Denis cedex

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
2.1 – FORME ET MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	3
2.2 – DÉCOMPOSITION EN LOTS	3
2.3 – DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 3 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	4
ARTICLE 4 - MODALITÉS D'EXÉCUTION	4
4.1 DÉFINITION	4
4.2 – GESTION DES DEMANDES	5
4.3 – INTERVENANTS AUTRES QUE LES PARTIES	5
4.4 – CONTENU DES PRESTATIONS ET MODALITÉS D'EXÉCUTION	5
4.5 – DESTINATIONS	6
4.6 – CLASSES	6
4.7 – MODALITÉS D'ANNULATION OU DE MODIFICATION.....	6
4.8 – INSCRIPTION SUR LES BILLETS DÉLIVRÉS	6
4.9 – CONTINUITÉ DE SERVICE	6
4.10 – PROCÉDURE D'URGENCE.....	7
ARTICLE 5 - OBLIGATION DU TITULAIRE	7
5.1 – DÉSIGNATION D'INTERLOCUTEUR UNIQUE	7
5.2 – CONFIDENTIALITÉ ET CARACTÈRE À DONNÉES PERSONNELLES	7
5.3 – ASSURANCE	8
5.4 – PROTECTION SOCIALE ET DROIT DU TRAVAIL	9
5.5 – TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	9
ARTICLE 6 - MODALITÉS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX	9
6.1 - PRIX.....	9
6.2- VARIATION DANS LES PRIX	9
6.3 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	9
ARTICLE 7 - RÉFACTION ET PÉNALITÉS	10
7.1- RÉFACTION.....	10
7.2- PÉNALITÉS.....	10
ARTICLE 8 - MODIFICATION, CLAUSE DE REEXAMEN, PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES	10
8.1- MODIFICATIONS.....	10
8.2- CLAUSE DE REEXAMEN	10
8.3- PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES, COMPLÉMENTAIRES ET SIMILAIRES.....	11
ARTICLE 9 - RESILIATION.....	11
ARTICLE 10 - RÈGLEMENT DES LITIGES	11
ARTICLE 11 - DÉROGATIONS AU CCAG/FCS.....	11

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

La consultation a pour objet l'achat et la gestion de titres de transport avion pour le compte de la Caisse Générale de Sécurité Sociale (CGSS) de la Réunion, pour les personnes nécessitant un transfert sanitaire, ainsi que leur(s) éventuel(s) accompagnant(s) dans tous les cas où les frais de transport sont à la charge (en partie ou en totalité) de la CGSS Réunion.

Elle a pour objet la pré-réservation, la réservation, l'émission, la mise à disposition, la modification/annulation le cas échéant des titres de transport aériens, ainsi que la fourniture d'un suivi statistique semestriel.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à satisfaire les besoins exprimés par la CGSS en assurant :

- l'acheminement vers la destination et à la date souhaitée, au meilleur prix et dans les meilleures conditions, des personnes concernées,
- à la C.G.S.S. des économies d'échelle.

Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) :

- 60410000-5 : Services de transport aérien régulier EA23-1 (pour passagers)
- 63510000-7 : Services d'agences de voyages et services similaires

ARTICLE 2 - DISPOSITIONS GENERALES

2.1 – Forme et mode de passation du marché

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles L.2124-2, R.2161-2 à R.2161-11 du Code de la Commande Publique et des dispositions de l'Arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement des marchés passés par les organismes de Sécurité Sociale et, est mené par le pouvoir adjudicateur, la Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Réunion représentée par son Directeur, Benoît SERIO.

Le présent marché est passé à prix unitaire et prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire, en application des articles R.2162-1 à 2162-6 du Code de la Commande Publique. Le marché s'exécutera par émission de bons de commande émis au fur et à mesure selon les besoins de la CGSS Réunion

Conformément aux dispositions de l'article R2162-4 du Code de la Commande Publique, il est conclu sans minimum et avec un maximum annuel de 2 500 000 € HT.

Ce montant est estimatif, aucune indemnisation ne pourra être demandée par le titulaire en cas de surestimation.

Il est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG – FCS), en vigueur approuvé par l'Arrêté du 30 mars 2021 (non fourni mais réputé connu des candidats). Les parties contractantes déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter.

Le marché issu de la présente consultation est couvert par l'Accord sur les Marchés Publics (AMP).

2.2 - Décomposition en lots

Dans le respect des dispositions des articles L. 2113-10 et L. 2113-11 du Code de la Commande Publique, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement pour les motifs suivants :

- La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Il est précisé toutefois que l'achat de titres de transport aérien pour les déplacements administratifs du personnel de la CGSS Réunion fait l'objet d'une autre procédure de marché distincte (selon procédure Appel d'Offres Ouvert).

2.3 - Durée de l'accord-cadre

L'accord cadre est conclu pour une période d'un (1) an à compter de la date de notification. Il pourra être reconduit une (1) fois pour une période de 6 mois et par tacite reconduction. La durée totale du marché ne pourra excéder une période de 18 mois. En cas de reconduction, le montant maximum pour 6 mois sera de 1 250 000€ HT

Dans le cas de la non reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard mois (2) mois avant l'expiration de chaque échéance. Dans l'hypothèse où le marché ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard six (6) mois suivant la fin de l'accord-cadre.

Le titulaire ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non reconduction.

En cas de dépassement du montant annuel maximum, le marché pourra être reconduit de façon anticipée.

Le démarrage de prestations de service est prévue pour début janvier 2026.

En cas de dépassement du montant annuel maximum, le marché pourra être reconduit de façon anticipée.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4 du CCAG FCS, les pièces constitutives du marché sont indiquées, par ordre de priorité décroissante, les pièces suivantes :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe financière ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les bons de commande (qui seront établis par la CGSS au fur et à mesure de la survenance du besoin) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) ;

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION

4.1 Définition

Le titulaire devra prendre en charge, 7 jours/7 y compris les jours fériés, la gestion et l'organisation des demandes effectuées par ou pour le compte de la CGSS Réunion.

Les commandes seront effectuées au fur et à mesure des besoins de la CGSS. Le rythme et la périodicité ne sont pas établis.

Chaque déplacement pour un transfert sanitaire ou évacuation sanitaire est spécifique et fera l'objet d'une demande définie ultérieurement dans le cadre du bon de commande/marché subséquent.

4.2 – Gestion des demandes

Ces demandes devront pouvoir être effectuées par courriel, téléphone.

Elles comporteront les mentions suivantes :

- Les noms et prénoms du ou des voyageurs
- Le lieu de départ et destination finale
- Les dates et heures de départ et/ou de retour souhaitées
- Les éventuelles contraintes à respecter ou conditions particulières de transport

Les conditions dans lesquelles doit s'effectuer le transport sanitaire aérien (assis sans assistance, couché avec civière, avec oxygène continu ou discontinu, circulation extra-corporelle, assistance SAMU et nombre d'accompagnants) sont communiquées au titulaire lors de la demande.

Les conditions de transport des nouveau-nés, nourrissons et jeunes enfants seront également précisées le cas échéant (ex : mise à disposition d'un couffin ou autres).

Lorsque le transfert sanitaire n'est pas pris en charge financièrement à 100% par la CGSS Réunion, cette information est donnée au titulaire par la CGSS Réunion. Le titulaire se charge de traiter la demande et de réclamer le montant restant dû au voyageur/assuré malade (soit 45%).

Le titulaire répond aux demandes urgentes de transferts sanitaires aériens et trouve une solution pour que le malade concerné puisse voyager le jour dit.

Le titulaire doit être en capacité de pouvoir faire voyager un malade tous les jours de l'année, quel que soit les problématiques potentielles d'annulation, de modification ou de surbooking.

4.3 – Intervenants autres que les parties

Le titulaire intervient exclusivement à la demande de la CGSS de la Réunion.

Toute demande exprimée par une personne autre que l'interlocuteur désigné par la CGSS de la Réunion et pour laquelle la CGSS n'aurait pas donné son accord, ne serait pas régularisée et ne ferait l'objet d'aucun règlement.

Le titulaire s'engage à désigner un ou plusieurs correspondants permanents, pour toute la durée de l'accord-cadre, pour répondre à ces demandes.

La CGSS Réunion autorise le CHU et la Clinique de Sainte-Clotilde, à exprimer des demandes pour le compte de la CGSS de la Réunion des demandes de titres de transport aérien.

Les EVASAN sont organisées par l'établissement dans lequel est hospitalisé le patient.

Elles sont définies par 4 critères cumulatifs :

- Le patient est hospitalisé
- Le diagnostic, le traitement ou le suivi thérapeutique de ce patient ne sont pas réalisables sur son lieu d'hospitalisation.
- Le patient a besoin d'un transport vers un établissement de la Métropole
- Le patient nécessite un transport médicalisé. Pour être qualifiée d'urgente, une EVASAN doit être réalisée par une équipe comprenant au moins un médecin.

Il est à noter que la prise en charge des frais de transport de l'équipe médicale est limitée à 3 professionnels de santé. Les frais de transport d'un tiers peuvent être pris en charge en sus de ceux de l'équipe médicale.

4.4 – Contenu des prestations et modalités d'exécution

La prestation comprend :

- la pré-réservation, la réservation, l'achat et la mise à disposition des titres de transport aérien
- les modifications et/ou annulations des titres de transport aérien commandés
- la production d'un suivi statistique semestriel relatif à l'exécution de l'accord-cadre. (nombre de billets d'avion, coût, détails par typologie de transport : assis, civière, couffins,).

Le titulaire s'engage pendant toute la durée de l'accord-cadre aux obligations suivantes :

- répondre effectivement 7 jours/7 aux demandes de la CGSS Réunion et à celles du CHU/ Clinique de Ste Clotilde, pour les EVASAN

- analyser les demandes de déplacement et indiquer l'ensemble des solutions envisageables (éventail des tarifs, les horaires, choix de trajets, correspondances et escales), ainsi que toutes les contraintes qui y sont attachées, tels que billets à conditions particulières etc... tout en respectant les éventuels impératifs mentionnés dans la demande ;
- proposer la meilleure offre tarifaire, le titulaire mettant à disposition le tarif le plus bas sur la liaison intéressée en tenant compte des conditions de voyage définies dans la demande et des tarifs négociés dans le cadre du présent accord-cadre ;
- réserver des places aux dates et heures demandées ou approchantes (si accord donné)
- procéder à l'émission et à la mise à disposition du titre de transport correspondant (émis sur support électronique, sauf demande expresse)
- procéder à la modification ou à l'annulation de la réservation autant de fois que nécessaire, sur demande expresse
- désigner un ou plusieurs correspondants permanents pour faciliter les échanges (réservations, commandes, modifications, ...)
- trouver une solution pour garantir le transport aérien des demandes urgentes de transferts sanitaires aux dates indiquées, qu'elles que soient les conditions particulières de voyage ou les problématiques potentielles d'annulation ou de modification de vols (avec ou sans débarquement de passagers) ;
- mettre en place un dispositif d'urgence permettant d'obtenir le plus rapidement les prestations demandées.

La confirmation de réservation intervient systématiquement avec la communication d'un bon de commande établi par la CGSS Réunion et adressé au titulaire par écrit (mail, courrier) pour les Transferts Sanitaires. Pour les EVASAN il appartient au CHU/ Clinique de Ste Clotilde de procéder aux réservations.

4.5 – Destinations

Le présent accord-cadre couvre toutes les destinations, étant entendu qu'il s'agit principalement des liaisons Réunion vers la France métropolitaine (Paris et les grandes villes de province).

4.6 – Classes

Toutes les classes, même si les titres de transport aériens pour les transferts sanitaires sont principalement en classe économique, sauf exigence médicale particulière.

Les conditions de transport (assis, allongé, avec assistance médicale ou non, etc...) sont déterminées en fonction de l'état de santé du voyageur/malade, les titres de transport doivent donc pouvoir faire l'objet de modifications inopinées aux meilleures conditions tarifaires, voire d'annulations.

4.7 – Modalités d'annulation ou de modification

Le titulaire s'engage à modifier autant de fois que nécessaire ou à annuler, à la demande de la CGSS tout titre de transport, dès réception de la demande de modification ou d'annulation (par mail, courrier).

Dans l'hypothèse où le billet émis n'aurait pu être utilisé pour une raison telle que la délivrance tardive du titre de transport, annulation du voyage par le titulaire, empêchement imprévisible ou involontaire du voyageur, le prix intégral du billet d'avion sera déduit de la somme restant due au titulaire ou fera l'objet d'un ordre de reversement.

4.8 – Inscription sur les billets délivrés

Certains titres de transport peuvent être inutilisés partiellement ou en totalité. Pour éviter le remboursement du montant correspondant au porteur du titre de transport, il sera apposé sur les billets la mention suivante :

« Billet payé par un tiers – non remboursable au porteur »

4.9 – Continuité de service

Le titulaire précise dans son offre technique les modalités pratiques mises en œuvre pour permettre une continuité du service s'agissant du traitement des demandes de transports (réservation, émission du/des billets, etc...)

4.10 – Procédure d'urgence

Le titulaire précise dans le cadre de son offre technique quelles modalités de secours il peut mettre en œuvre en tant que de besoin dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre et ainsi notamment en cas de défaillance des moyens de communication (panne du télécopieur au niveau du titulaire, indisponibilité internet du titulaire, indisponibilité générale du réseau internet, impossibilité pour la CGSS d'émettre une télécopie, ...).

ARTICLE 5 - OBLIGATION DU TITULAIRE

5.1 – Désignation d'interlocuteur unique

Le titulaire désigne à minima 2 interlocuteurs uniques dédiés à la mise en œuvre de cette prestation de service. Un service de hotline ou d'astreinte est mis en place pour la gestion des incidents pour les voyageurs le soir et les week-ends.

5.2 – Confidentialité et caractère à données personnels

Les données transmises par la CGSS Réunion dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre sont strictement confidentielles et ce pendant toute la durée de l'accord-cadre. Le titulaire met en œuvre toutes les mesures utiles pour garantir la confidentialité des données transmises.

L'intégralité des données communiquées dans le cadre de l'exécution de ce marché doit être détruite dans les 12 mois après la résiliation ou la fin du présent accord-cadre.

En cas de non-respect par le titulaire de ses engagements au titre des présentes, la CGSS Réunion se réserve le droit de résilier le contrat au jour de la réception par le prestataire de la lettre recommandée avec avis de réception portant la résiliation, et cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés.

Par ailleurs, d'un commun accord, les parties décident qu'en cas de divulgation de l'information confidentielle, tous les dommages mêmes indirects seront réparés par le titulaire sans limitation de montant.

Quel que soit le préjudice subi et étant donné le retentissement de toute action de la CGSS Réunion, le montant des dommages et intérêts conventionnels ne pourra pas être inférieur à 10 % du montant de l'accord-cadre sur lequel est adossé la présente convention de confidentialité.

Enfin, la CGSS Réunion se réserve le droit de porter plainte avec constitution de partie civile.

Si le présent contrat est conclu jusqu'au terme de son exécution, les obligations sont sans limite.

Les données échangées sur les voyageurs entre l'organisme et le titulaire ne peuvent être utilisés par le titulaire que pour les traitements prévus au présent accord-cadre.

Le titulaire s'engage, en application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, à prendre toutes précautions afin de préserver la sécurité des informations contenues dans les fichiers ainsi échangés et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non habilités.

Les données fournies au titulaire comportent des informations nominatives. Leur utilisation est soumise au secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal), à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement (UE) 2016/679 dit "général sur la protection des données".

Les informations nominatives transmises au titulaire sont strictement confidentielles. A ce titre, le titulaire s'engage :

- à ne pas utiliser les documents ainsi que les informations transmises par l'organisme à d'autres fins que celles spécifiées au présent document,
- à ne pas communiquer les documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en avoir connaissance. L'organisme peut, seul, désigner ces personnes,
- à respecter le secret des documents et informations traités et à prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de faire respecter ce caractère confidentiel. Ceci est valable également pour les éventuels correspondants locaux à l'étranger du titulaire,
- à prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la conservation des documents transmis et des informations de paiement, sans risque de détournement,
- à ne prendre aucune copie des informations transmises par l'organisme,
- à procéder à la destruction de tous les fichiers de travail, tenus manuellement ou informatisés, stockant les informations.

Pour cela, le titulaire garantit à la CGSS qu'il a mis en place et qu'il maintient en vigueur et à jour, pendant toute la durée de l'accord-cadre, toutes les mesures de sécurité de nature technique et organisationnelle visant à assurer la sécurité des données à caractère personnel, de manière à les préserver de toute destruction, perte, altération, divulgation et accès non-autorisés, que ces actes soient d'origine accidentelle ou illicite.

Le titulaire notifie à la CGSS toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de soixante-douze (72) heures après en avoir pris connaissance. Cette notification doit être faite au délégué à la protection des données et doit être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la CGSS, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente et aux personnes concernées selon la gravité de l'atteinte.

Il convient de souligner que le titulaire s'engage sur ces dispositions pour lui-même, mais également pour ses partenaires éventuels.

Le titulaire peut être amené à justifier des garanties quant à la confidentialité des informations traitées (discrétion, sécurité) que présentent les traitements qu'il aura mis en place en vue de la réalisation de la prestation.

La responsabilité personnelle du titulaire retenu peut être engagée en cas de manquement à l'une ou l'autre des obligations énumérées ci-dessus.

Le titulaire doit aider l'organisme à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

5.3 – Assurance

Le titulaire de l'accord-cadre justifie dans un délai de quinze (15) jours à dater de la notification du accord-cadre, qu'il soit titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la CGSS Réunion en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

La garantie devra être suffisante ; elle devra être illimitée pour les dommages corporels.

Le titulaire doit prévenir la CGSS Réunion de toute modification dans ses qualifications et polices d'assurance dans un délai d'un mois à compter de la date de la modification.

Les clauses d'assurances initiales et celles résultant d'une modification de police sont soumises à la CGSS Réunion qui peut demander une extension de garantie après concertation avec le titulaire et éventuellement son assureur.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès de la CGSS Réunion de chaque lot, de tous dommages, dégâts, vols, accidents et autres sinistres causés par négligence, manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

5.4 – Protection sociale et droit du travail

Le titulaire est tenu au respect des 8 conventions fondamentales de l'OMS. Ainsi, le titulaire reste à tous les égards responsables de l'application du droit du travail au regard de son personnel.

5.5 – Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

ARTICLE 6 - MODALITES D'ETABLISSEMENT DES PRIX

6.1 - Prix

Le marché est un marché à prix unitaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

6.2- Variation dans les prix

Les prix indiqués sont révisables à chaque date d'anniversaire de l'accord-cadre.

Par un courrier, le titulaire informera la CGSS Réunion, 3 mois avant la date d'anniversaire du présent accord-cadre, de l'application de son tarif forfaitaire révisé.

L'indice retenu pour apprécier l'évolution du prix est l'indice suivant: l'indice Syntec.

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre de la formule suivante :

$$P_n = P_0 \times (\text{SYNTEC}_n / \text{SYNTEC}_0)$$

P_n : prix révisé HT

P_0 : Prix indiqué HT dans l'annexe (partie 3)

La valeur de l'indice SYNTEC_n est la valeur de l'indice au mois n de la date d'application de la révision.

La valeur de l'indice SYNTEC_0 est celle établie pour le mois d'établissement du prix M_0 .

Si les indices venaient à disparaître, ou si la loi interdisait de les utiliser pour quelque raison que ce soit, ou s'il s'avérait que leurs utilisations n'étaient plus appropriées, les parties se rapprocheraient et choisiraient ensemble de nouveaux indices permettant de calculer les révisions.

Clause butoire :

Pour l'établissement de son tarif forfaitaire révisé pour les frais de gestion et autres frais de services, le titulaire fournit tout justificatif permettant à la CGSS Réunion d'effectuer un contrôle. Ainsi, si une augmentation des prix en vigueur entraîne une hausse annuelle du coût forfaitaire HT supérieur à 6%, la CGSS Réunion se réserve le droit, dans cette hypothèse, de résilier l'accord-cadre.

6.3 - Modalités de règlement

Les factures devront être envoyées par mail sur le bal générique des transferts sanitaires et réglées par le service établissements.

Délai de paiement et intérêts moratoires :

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la Commande Publique, le délai global de paiement est fixé à 30 jours à compter de la réception de la facture, sous réserve de la conformité de la facture au bon de commande concerné.

Le mode de règlement est le virement bancaire.

En vertu de l'article L. 2192-13 du Code de la Commande Publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue à l'accord-cadre ou à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R. 2192-31 à 36 du Code de la Commande Publique.

En application de l'article D. 2192-35 du Code de la Commande Publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Conformément à l'article R. 2192-31 du Code de la Commande Publique, les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

En application de l'article R. 2192-36 du Code de la Commande Publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au Titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur de la CGSS Réunion. Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de la CGSS Réunion.

ARTICLE 7 - REFACTION ET PENALITES

7.1- Réfaction

La réfaction est la décision prise par le CGSS Réunion de réduire le montant des prestations à verser au titulaire lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Dans ce cas, une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections est constatée. Cette décision est motivée. Si le titulaire ne présente pas d'observations dans les 15 jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans le délai imparti, la CGSS Réunion dispose d'un délai de 15 jours pour lui notifier une nouvelle décision. A défaut d'une telle notification l'acheteur est réputé avoir accepté les observations du titulaires et l'admission est réputée sans réfaction.

7.2- Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, elles seront dues dans les cas suivants : le titulaire encourt, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, en cas d'exécution tardive d'une demande ne permettant pas au voyageur de prendre son départ (par le fait du titulaire), une pénalité d'un montant forfaitaire égale à 20% du montant TTC de la prestation concernée, en plus du remboursement de celui-ci et des frais induits.

ARTICLE 8 - MODIFICATION, CLAUSE DE REEXAMEN, PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

8.1- Modifications

Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-7 du Code de la Commande Publique, le marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

8.2- Clause de réexamen

En sus des cas de modifications prévues par l'article R2194-1 et suivants du Code de la Commande Publique, en cas de circonstances que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

8.3- Prestations supplémentaires, complémentaires et similaires

Pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par avenant ou ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Les articles R2122-7 et R2322-11 du Code de la Commande Publique pourront être mis en œuvre.

ARTICLE 9 - RESILIATION.

Il est fait application des dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

ARTICLE 10 - REGLEMENT DES LITIGES

Dans le cas de litige non réglé par voie amiable entre les parties contractantes, en vertu des dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant règlement sur les Marchés des Organismes de Sécurité Sociale, la juridiction compétente sera celle de droit commun du lieu du siège de la CGSS de La Réunion.

Tribunal Judiciaire de St Denis de la Réunion

5 avenue André MALRAUX

CS 81027

97495 STE CLOTILDE CEDEX

ARTICLE 11 - DEROGATIONS AU CCAG/FCS

L'article 3 déroge à l'article 4 du CCAG-FCS.

L'article 7.2 déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.